

Le prix de la santé, par JEAN-LUC MIGUÉ et GÉRARD BÉLANGER. Un vol., broché, 238 pages — HURTUBISE HMH, Montréal, 1972

A. Peter Ruderman

Volume 48, numéro 3, octobre–décembre 1972

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1003789ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1003789ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Ruderman, A. P. (1972). Compte rendu de [*Le prix de la santé*, par JEAN-LUC MIGUÉ et GÉRARD BÉLANGER. Un vol., broché, 238 pages — HURTUBISE HMH, Montréal, 1972]. *L'Actualité économique*, 48(3), 540–541.
<https://doi.org/10.7202/1003789ar>

Les Livres

Le prix de la santé, par JEAN-LUC MIGUÉ et GÉRARD BÉLANGER. Un vol., broché, 238 pages. — HURTUBISE HMH, Montréal, 1972.

Il s'agit ici d'une étude faite sur des bases solides du coût des soins médicaux, ainsi que des individus et des institutions qui les fournissent.

Le premier chapitre est consacré au médecin. Ayant établi que le marché des soins médicaux n'est pas le marché de concurrence libre que l'on retrouve dans les textes classiques, les auteurs notent que le marché imparfait actuel mène à la surconsommation des soins (surtout les services des médecins spécialisés), à la discrimination des actes nécessaires en faveur des actes plus rémunérateurs, à la surconsommation des médicaments coûteux, et à la surhospitalisation.

Ils établissent ensuite que les hôpitaux n'ont pas l'efficacité que devraient avoir les établissements à but lucratif dans un marché libre. Même si les auteurs concluent explicitement (à la fin du chapitre 5) que le marché libre classique n'existe pas dans le secteur de la santé, ils sont après tout des économistes de la grande école anglo-américaine et doivent par conséquent invoquer rituellement l'esprit d'Alfred Marshall de temps en temps ! Enfin, ils appliquent la théorie des institutions à but non lucratif pour expliquer la mauvaise gestion des hôpitaux.

Ensuite ils examinent la pratique médicale et les centres de santé. Il ressort de leur critique de la Commission Castonguay-Nepveu que les mécanismes prévus au Québec ne stabiliseront pas le prix de l'acte médical. Malheureusement, le livre sortait plusieurs mois avant la publication du rapport du Comité Hastings qui examinait les centres de santé du point de vue national. Il est dommage également que les économistes québécois qui ont participé aux travaux du Comité Hastings aient été en général des « anciens » de la Commission Castonguay-Nepveu.

Les auteurs présentent une documentation élaborée sur l'augmentation des prix des services de santé. Ils disent en conclusion : « Les prix ne jouent plus

LES LIVRES

leur rôle de rationnement. Le processus du marché s'en trouve conséquemment remplacé par le processus de planification. L'allocation et la distribution des services de santé deviennent ainsi le fruit d'une décision du législateur. »

Après avoir examiné le mode de financement du secteur de la santé, ils concluent que les modalités actuelles ne contribuent pas non plus à l'efficacité des services. Puis, ils considèrent la rentabilité des services de santé, en concluant que le calcul coût-rendement n'est pas facile et qu'on n'assure pas l'égalité d'accès en rendant le service gratuit.

La discussion de l'économie des médicaments couvre un territoire mieux connu ; ils constatent qu'il s'agit encore une fois d'un mécanisme inefficace, tout en notant quelques possibilités de rationaliser le système de distribution des produits pharmaceutiques.

Le dernier chapitre parle de la professionnalisation des occupations, en concluant que les propositions Castonguay-Nepveu sont trop générales pour être vraiment opérationnelles, faute d'analyse sérieuse et d'application aux conditions actuelles d'exercice.

Les conclusions des auteurs sont en général assez pessimistes. Si le système actuel assure dans une bonne mesure une bonne distribution des soins à travers la population indépendamment du revenu personnel, les auteurs prévoient un conflit inhérent entre la qualité des soins fournis et l'efficacité économique du système qui les fournit. À leur avis, le réseau de centres de santé prévu pour le Québec supprimera totalement les possibilités de choix du consommateur. Ils nous laissent croire, en effet, que le système a opté pour l'efficacité au lieu de la qualité des services. En tout cas, le prix de la santé va continuer à augmenter.

L'ouvrage est peut-être trop consacré à l'analyse du système québécois actuel pour un lecteur canadien type, et n'offre pas assez de généralisations valables pour l'ensemble du pays. La bibliographie est assez complète en ce qui concerne les nombreuses études publiées aux États-Unis, mais la littérature canadienne n'est pas aussi bien représentée. Les auteurs ne font pas mention, par exemple, de l'immense travail du *Ontario Committee on the Healing Arts* (1970). Ils citent des articles publiés aux États-Unis jusqu'en août 1971, mais les renseignements sur le financement des services au Manitoba et en Saskatchewan (p. 131) se rapportent à l'année 1970 et n'étaient plus valables bien avant la date de publication.

Toutefois, les seuls auteurs ne sont pas coupables. Il est très chic dans le Québec d'aujourd'hui, d'ignorer ce qui se passe dans les provinces anglophones et d'étudier scrupuleusement tout ce qui provient du « non-système » de santé chez le voisin méridional. Heureusement ceci n'affecte pas les grandes lignes de la thèse et l'ouvrage récompensera largement tout lecteur qui s'intéresse à l'économie de la santé.

A. Peter Ruderman